Déclaration/Discours - Vendredi 20 Février 2015 [Voir le document sur le site]

Forum International « Agriculture et Changement climatique »

Centre de conférences ministériel - Vendredi 20 février 2015

Madame et Messieurs les ministres, ministres français, ministres étrangers,

Monsieur le directeur général de la FAO,

Mesdames, Messieurs les parlementaires, élus, ambassadeurs,

Madame la présidente de l'Organisation mondiale des agriculteurs,

Monsieur le président,Cher Xavier BEULIN, puisque c'est à vous que l'on doit cette initiative. Initiative qui s'inscrit dans la préparation de la conférence sur le climat dont Laurent FABIUS a la responsabilité mais dont la France a l'extrême honneur d'en assurer non seulement la bonne organisation mais aussi le résultat. Et c'est pourquoi nous ne ménageons pas nos efforts pour que nous puissions mobiliser non seulement les Etats, leurs gouvernements, mais aussi l'ensemble des acteurs économiques et les opinions publiques, et c'est le sens de votre initiative. Une fois encore, ce forum est la démonstration que le monde agricole assume pleinement ses responsabilités face au désordre climatique.

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

Nous connaissons l'objectif puisqu'il a été fixé depuis longtemps. Il s'agit par un engagement universel et donc contraignant, pays par pays, de limiter à deux degrés Celsius la hausse des températures d'ici la fin du siècle. Cet objectif, il est apparemment lointain, il est néanmoins très ambitieux quand on regarde la situation que les experts du GIEC nous présentent. Alors, il nous faut une mobilisation de tous et notamment des secteurs économiques. Le secteur agricole a lui-même sa place à prendre dans la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre. Je suis sûr que l'agriculture sera au rendez-vous parce qu'elle participe déjà au stockage du carbone dans les sols, dans les plantes grâce à la photosynthèse, parce qu'elle est à la fois source et puits de carbone, ce quiest sa spécificité, parce qul'agriculture est aussi, l'une des plus grandes victimes du réchauffement climatique. Ainsi, c'est à travers ces désordres tout le cycle des saisons et des cultures qui est déjà perturbé et qui peut l'être encore davantage.

Ce sont de nombreux territoires qui sont confrontés à ce dérèglement. Je me souviens encore -Laurent FABIUS était avec moi ce jour-là-, du témoignage de beaucoup de chefs d'Etat ou de gouvernements de ce que l'on appelle les « petites îles ». Nous étions à l'assemblée générale des Nations-Unies dans un forum qui avait été préparé par le secrétaire général Ban Ki-moon. Et ces responsables venaient lancer des cris d'alerte en disant : « A la fin du siècle, nous ne pouvons pas vous promettre qu'il y aura encore des îles et donc des Etats avec des responsables à leur tête ». Il y a aussi un certain nombre de territoires qui sont menacés par les cyclones, qui sont victimes de cyclones : la France, et notamment à travers nos régions d'outremer qui concernent trois millions d'habitants. Je pense également aux zones arides où la vie même est en danger, aux grands deltas qui sont aujourd'hui les zones réputées les plus fertiles mais aussi les plus peuplées du monde et qui peuvent être victimes de la montée des flots. J'ai également à l'esprit les zones de montagne qui sont victimes de l'érosion. En réalité, aucune région du monde n'est épargnée par le réchauffement

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

climatique, pas même les espaces dits tempérés qui voient eux aussi les catastrophes se répéter à des rythmes de plus en plus rapprochés.

La question du climat, c'est aussi un enjeu politique pour la paix et la sécurité. Dans l'histoire, quand on regarde ce qu'ont été les grands mouvements économiques ou sociaux, ils ont été largement expliqués par les désordres climatiques, les étés trop humides, les sécheresses qui provoquaient des disettes, des hécatombes et donc parfois des révolutions. Même la Révolution française s'explique par le siècle des Lumières sans doute mais aussi par des étés qui n'ont pas été parmi les plus productifs pour l'agriculture de cette époque. Entre la température qu'a connue l'Europe à la fin du XIXe siècle et la température d'aujourd'hui, il y a deux degrés de différence et c'est déjà considérable quand on sait ce qui a été modifié depuis cent ans. Et quand on regarde ce que peut être l'élévation de la température pour les cent prochaines années, il ne s'agit plus de deux degrés mais de quatre ou cinq selon les hypothèses. Alors, ce serait des bouleversements considérables pour l'humanité et ce serait la capacité même de l'agriculture à nourrir cette même humanité qui serait menacée. Cette question de la capacité de l'agriculture à nourrir l'humanité, nous l'avons déjà en ce moment même à l'esprit puisqu'aujourd'hui, près de 800 millions d'hommes et de femmes souffrent encore de la faim et de la malnutrition, soit une personne sur huit dans le monde. Comme l'on sait qu'il y aura 2 milliards d'individus de plus à l'horizon 2050 sur notre Terre, nous serons alors 9 milliards. La question est toute simple à poser : comment produire plus de nourriture sur une planète qui doit en plus mettre en oeuvre des actions et des politiques pour éviter le réchauffement de la planète ?

C'est le double défi que nous avons à régler au cours de ce siècle : nourrir l'humanité, produire plus et produire mieux, c'est-à-dire dans le respect de l'environnement. La déclaration des Nations-

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

Unies sur le changement climatique reconnaît cette double responsabilité puisqu'elle précise que la production alimentaire ne doit pas être menacée alors même qu'il y a à protéger davantage l'environnement. Et c'est conscient de cette double responsabilité que j'ai voulu, au Conseil européen qui devait fixer la stratégie de l'Europe pour préparer la conférence sur le climat, qu'il y ait justement la spécificité de l'agriculture qui puisse être reconnue.

Au cours du XXe siècle, il s'est produit une révolution dans l'agriculture, c'est celle qui a été provoquée par le machinisme et la recherche agricole, par de nouvelles méthodes de culture. On l'a appelée la « révolution verte ». Aujourd'hui, c'est une double révolution verte qu'il convient d'engager, double parce qu'il y aura une humanité de plus en plus nombreuse, de plus en plus urbaine, avec des habitudes alimentaires qui évolueront et qu'il y aura aussi des actions à engager pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce qui veut dire que l'agriculture dans le monde doit pouvoir augmenter sa production tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre. Telle est l'équation posée. Toutes les productions agricoles seront concernées : productions végétales comme productions animales. Nous avons la faiblesse de penser que la France peut être un exemple de ce que nous pouvons proposer au monde et nous en ferons la démonstration à l'Exposition universelle de Milan qui commence le 1er mai et il nous reviendra de faire valoir que nos modes de production peuvent être compatibles avec l'objectif de la conférence sur le climat. Comment y parvenir ?

Le premier levier, c'est l'économie circulaire : faire des déchets agricoles une source d'énergie à la fois pour réduire le recours aux énergies fossiles mais aussi pour créer une source de revenus pour les agriculteurs. C'est la méthanisation et le ministre de l'Agriculture ici en a fait une priorité. Les déchets peuvent également fournir des engrais organiques pour remplacer ceux issus de la chimie

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

qui nécessite, on le sait, beaucoup d'énergie pour être produits.

Le deuxième levier, c'est la gestion des sols qu'il nous faut également changer. La terre, c'est une matière vivante, le sol stocke le carbone en fonction de sa teneur en matières organiques et cette capacité peut être développée si on gère mieux les inter-cultures, si on développe l'agroforesterie, la protection des pâturages, si on protège l'élevage à l'herbe, toutes les actions qui permettront de lutter contre le changement climatique.

Le troisième levier, c'est le progrès des techniques. La révolution des robots et du numérique va également bouleverser l'agriculture, c'est en cours pour permettre aux exploitants de gérer plus précisément la fertilisation afin de répondre aux besoins des cultures.

Sajoute un quatrième levier, la génétique. Là il s'agit non seulement d'augmenter les rendements, il s'agit de faire davantage de productions en réduisant l'empreinte carbone et développer de nouveaux produits adaptés aux nouvelles conditions climatiques, c'est-à-dire des plantes plus résistantes à la sécheresse, des animaux qui émettent moins de gaz à effet de serre et tout ce qui peut également valoriser les fourrages et requérir moins d'eau.

Depuis des siècles, la sélection des espèces a été une des façons d'introduire du progrès dans l'agriculture. L'objectif n'est donc pas nouveau. Seules les techniques pour les mettre en oeuvre ont évolué et avec notamment la recherche en génétique qui est devenue de plus en plus sophistiquée. Et nous devons aller plus loin dans la recherche génétique en prenant néanmoins des précautions. Les consommateurs en France et en Europe sont opposés à la culture de plantes OGM de première génération. Ils y voient des risques pour la santé, pour l'environnement et pas les contreparties

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

suffisantes. C'est pourquoi la France comme l'Europe a adopté une position ferme, claire, et l'a fait prévaloir dans la négociation sur le traité transatlantique avec les Etats-Unis. C'est une question de choix de société et de souveraineté alimentaire mais en même temps, les chercheurs en Europe et en France doivent pouvoir faire leur métier et continuer à faire avancer la science. Nous avons ici en France des centres de recherche de niveau mondial et ils doivent le rester. La recherche publique doit être libre en Europe dans les limites prévues par nos lois et sans craindre l'intimidation, la pression, la menace. Nous avons besoin de la recherche par rapport aux défis que j'ai indiqués - nourrir la planète, lutter contre le réchauffement climatique, produire mieux -, nous avons besoin de toutes les innovations possibles pour élever la qualité alimentaire, protéger l'environnement, s'adapter à un climat qui va changer, et gérer de façon responsable les ressources en eau.

La question de l'eau va se poser partout y compris d'ores et déjà en France. Pour les agriculteurs, cela veut dire une irrigation plus efficiente, des économies d'eau, une sélection des variétés et des cultures, mais aussi la création de nouvelles réserves d'eau là où elles sont nécessaires car quand il n'y a plus d'eau, ce n'est pas simplement les agriculteurs qui en sont les victimes, c'est toute la population. Et donc nous devons nous appuyer pour créer ces réserves sur des procédures d'évaluation rigoureuses et ouvertes.

Les efforts que l'agriculture doit réaliser et réalisera seront complétés par une prise de conscience de toute la société et d'abord des consommateurs. C'est aussi le message que je voulais lancer ici devant vous. Le premier réflexe, c'est de réduire le gaspillage alimentaire. Il représente entre 20 et 30 % de la production alimentaire du monde, je dis bien du monde et c'est inacceptable ! Nous devons réagir en améliorant les conditions de stockage, en mobilisant aussi les consommateurs comme les industriels et les distributeurs pour que les produits achetés correspondent aux besoins

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

réels.

Le deuxième réflexe, c'est de privilégier les produits locaux et les produits de saison, éviter les transports et donc les émissions de gaz à effet de serre, resserrer les liens entre les producteurs et les consommateurs, entre les villes et les espaces ruraux, faire comprendre comment sont produits les biens alimentaires et ce qu'ils signifient, éduquer et également informer.

Nous devons également favoriser le recours à des matériaux bio-sourcés, en substitution des produits conventionnels dans des secteurs aussi divers que la construction, l'isolation, la vêtement, l'énergie.L'agriculture, ce n'est pas simplement nourrir la planète, c'est aussi lui fournir des matières premières, parfois des produits même plus élaborés, pour assurer notre développement. Je ne prendrai qu'un seul exemple, c'est celui du bois dont les potentialités en matière de construction, d'isolation sont considérables. De la même manière, chaque fois que des produits d'origine végétale sont utilisés en substitution de composés d'origine pétrolière, c'est une économie, c'est un progrès et c'est aussi une façon de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, nous devons favoriser une politique urbaine, une politique de l'occupation de l'espace - et ça vaut pour tous les pays - permettant de lutter contre l'artificialisation des sols et la perte de terres agricoles. Nous devons avoir des choix de société pour éviter, là où nous le pouvons, l'étalement urbain. Ça vaut pour les pays développés, ça vaut aussi pour les pays émergents. Il y a un risque de disparition de terres qui doivent être consacrées à la production de biens alimentaires.

Les règles en matière de commerce international doivent également tenir compte de la nécessité de produire davantage et de produire mieux, de façon à ce que les agriculteurs puissent favoriser

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

l'autonomie alimentaire - et je veux aussi souligner l'ampleur de l'action internationale que nous devons engager pour encadrer la volatilité du prix des matières premières agricoles, éviter les guerres commerciales, promouvoir le droit à l'alimentation et je veux remercier le directeur général de la FAO pour son implication sur ces sujets.

En matière d'aide au développement, nous voulons encourager les pratiques agricoles qui limitent là encore les émissions de CO2. Nous allons créer à la fin de l'année 2015, lors de la conférence sur le climat et c'est déjà bien engagé, le Fonds vert. Le Fonds vert, c'est ce qui rassemble toutes les contributions des Etats, notamment les plus riches de la planète, pour financer la transition énergétique des pays les moins avancés. Une grande partie de ce Fonds vert doit être mise au service de méthodes de production agricole qui permettront aux agriculteurs des pays du sud, de mieux lutter et de s'adapter au changement climatique. Le Fonds vert, ce doit être pour une grande partie un fonds vers l'agriculture.

En Europe, la politique agricole commune a permis à notre continent de gagner son autonomie alimentaire, de faire en sorte aussi d'avoir des accords avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour les soutenir dans leur production. Mais la politique agricole, elle doit évoluer, elle doit même changer à l'horizon des dix prochaines années et doit s'adapter à la nécessité de lutter contre le changement climatique. Xavier BEULIN a voulu engager une réflexion sur cette question : comment adapter la politique agricole commune du futur pour que, à partir de 2020 nous puissions avoir de nouvelles règles ? La France sera à l'initiative, elle fera des propositions et la question des mécanismes d'assurance récolte devra trouver sa réponse. Nous devrons réfléchir également à des investissements qui permettront d'éviter les émissions de gaz à effet de serre. Les Etats, comme la politique agricole commune, devront prendre leur part à la fois à ces mécanismes

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

assurantiels et à ces investissements.

Enfin, il doit y avoir une stratégie de recherche à l'échelle de l'Europe et en tout cas à l'échelle de la France et cette stratégie de recherche doit être adaptée à l'agriculture du futur. Il s'agit de quoi ? De mettre à la disposition des agriculteurs des techniques et des outils nouveaux pour améliorer la performance économique et écologique des exploitations et d'assurer la transition agro-écologique. Mobiliser toutes les inventions en matière de bio-contrôle, de numérique, de biotechnologies, d'agroéquipements pour les mettre à la disposition des acteurs, acteurs agricoles, acteurs industriels. Et je souhaite que nous puissions avoir cette stratégie de recherche avec l'ensemble des parties prenantes. Il n'y a pas de progrès s'il n'y a pas de recherche. Il n'y a pas de possibilité de lutter contre le réchauffement climatique s'il n'y a pas une mobilisation scientifique exceptionnelle. Et une part de ce que nous allons réussir, je l'espère, à la fin de l'année, doit être de mobiliser des financements à des fins de recherche. Pas simplement pour compenser les dégâts du réchauffement climatique, pas simplement pour prévenir de nouvelles catastrophes, non, pour être capables d'inventer de nouveaux modes de production, de nouveaux modes de sélection et également d'inventer des outils pour qu'il puisse y avoir des agricultures qui puissent être adaptées à la lutte contre le réchauffement.

Les sujets que je viens d'évoquer sont essentiels, ils sont essentiels pour l'avenir même de l'agriculture. Ils sont essentiels pour l'avenir même de l'humanité puisqu'il s'agit de la nourrir. Ils sont essentiels pour les équilibres dans les régions, pour éviter qu'il y ait de nouveaux réfugiés, de nouveaux déplacés, ceux qui seraient touchés par le réchauffement ; pour éviter qu'il puisse y avoir des tensions sur les terres agricoles elles-mêmes. Nous sommes devant un sujet qui est sans doute le plus grave de ce siècle et qui est fortement lié à d'autres conflits ou en tout cas qui peut les

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

produire, ce qui suppose qu'il y ait une mobilisation de tous : des gouvernements, des institutions internationales, mais également des agriculteurs eux-mêmes, des consommateurs, des chercheurs et de l'ensemble des citoyens. Votre présence aujourd'hui démontre que la solidarité internationale va être essentielle, que cette question, elle nous est commune et nous ne pourrons pas la traiter Etat par Etat.

Il y a aussi l'enjeu de la conférence de Paris qui doit parvenir non pas à régler définitivement la question du climat mais à être une étape importante et à donner à l'ensemble du monde des raisons d'espérer. Parce que si l'on regarde simplement la projection de ce que les experts établissent, nous pouvons mettre nos opinions publiques dans l'angoisse car les catastrophes sont devant nous. Alors il s'agit non pas de réagir à l'urgence, non pas de provoquer des affolements, non pas simplement de susciter des émotions mais de définir une stratégie globale, mondiale dont l'agriculture sera sans doute un des éléments essentiels. Nous sommes à la veille d'un grand salon de l'agriculture, je sais que vous serez très nombreux à y participer - moi-même très tôt ce matin.. ou demain matin, je ne sais plus - mais quand on voit toutes ces réussites, tous ces produits, quand on voit tous ces animaux qui suscitent une légitime fierté d'abord des exploitants eux-mêmes et de tous ces visiteurs (près d'un million), ça ne doit pas être un tableau qui serait celui de la conservation, ça ne doit pas être simplement un regard qui serait déjà celui de la nostalgie sur un temps qui serait maintenant en voie d'épuisement. Non, ce qui sera démontré dans le salon, c'est tout ce que nous pouvons mettre en oeuvre à travers ce qu'il y a de meilleur dans l'imagination humaine, le savoir-faire, la capacité à mobiliser les talents, le temps long pour qu'il puisse être utile pour conjuguer les traditions et les innovations.

Et je souhaite qu'à l'occasion de ce salon - et c'était la volonté également des organisations

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.

professionnelles - nous puissions nous projeter et faire valoir que cette agriculture-là, celle que nous défendons, une agriculture de qualité, une agriculture exigeante, une agriculture respectueuse de l'environnement mais une agriculture qui doit nourrir la planète, que ce modèle agricole a un avenir et il aura un avenir parce qu'il pourra prendre pleinement sa place dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Merci.

Ce document PDF a été généré automatiquement depuis le site elysee.fr, il ne s'agit pas d'un document officiel de la Présidence de la République.